

EDITO Par **Olivier le Bussy**

La Commission se tire dans le pied

La Commission européenne tente, tant bien que mal (et plutôt mal que bien), de noyer le poisson depuis trois semaines, mais la bête se débat. Depuis le 21 février, le corps des journalistes européens n'a de cesse de réclamer des éclaircissements quant aux conditions de la nomination du chef de cabinet du président Juncker, Martin Selmayr, au poste de secrétaire général de la Commission – le big boss de la puissante administration de l'institution.

La Commission défend, sans crainte du ridicule, que c'est l'homme qui est visé, parce que trop pro-européen. Elle s'échine à répéter que la procédure a été suivie conformément aux règles. Sans convaincre. Car, des éléments mis au jour, il ressort que ces règles ont été à tout le moins tordues. Résumons : Martin Selmayr a postulé pour la fonction de secrétaire général adjoint, après que la titulaire du poste a fort opportunément reçu une promotion. Deux personnes au moins devaient briguer le poste : lui était opposée une candidate de paille, sa n°2 au cabinet Juncker, qui a, tout aussi opportunément, retiré sa candidature. L'Allemand a été nommé secrétaire général adjoint par le collège des commissaires, puis immédiatement promu secrétaire général,

suite à la démission d'Alexander Italliner... qui était tout sauf une surprise pour le président Juncker, qui savait de longue date que le poste serait vacant en mars. Le Parlement européen va, à son tour, s'emparer de l'affaire, ce lundi, et demander des explications au commissaire Oettinger – il est assez regrettable que le président Juncker ne vienne pas s'expliquer en personne sur un choix qui relève de ses prérogatives. Les eurodéputés montreront les dents, mais il est hautement improbable qu'ils finissent par retirer leur confiance à la Commission. Il n'empêche que cette affaire lui fait un tort considérable, ainsi qu'à l'Union, déjà vilipendée par les populistes et les europhobes. Elle accrédite l'idée que Selmayr est moins l'homme du président que l'inverse et que la bureaucratie dicte le ton au politique. Elle renforce l'image d'une Europe qui se plaît à donner, à ses Etats membres et au reste du monde, des leçons de transparence qu'elle n'applique pas elle-même. Elle affaiblit la Commission "de la dernière chance" (© Juncker) dans la dernière ligne droite de son mandat. Ou comment faire un carton plein. Dans son propre pied.